

Pistes pour l'enseignement

Suggestions pédagogiques et fiches pratiques pour

Jakarta Disorder

Documentaire d'Ascan Breuer

87 minutes, dès 16 ans

Thèmes : démocratie, participation politique, ONG, résistance non-violente, empowerment, droit au logement / à un niveau de vie suffisant, pauvreté, bidonvilles, développement urbain, gentrification

Niveau : secondaire II, formation professionnelle



Production : Golden Girls Filmproduktion, Autriche/Indonésie 2013

Caméra et co-réalisation : Victor Jaschke

Montage : Ascan Breuer

Son : Victor Jaschke, Ascan Breuer

Musique : Roumen Dimitrov

Langue : indonésien

Sous-titres : français (VOD uniquement), allemand, anglais (DVD et VOD)

Contenu

Les bidonvilles de Jakarta (appelés « kampung ») devraient céder la place à des constructions modernes avec des installations coûteuses et des logements sociaux. En dépit d'un loyer mensuel d'environ 300 dollars, un prix bas à nos yeux, et d'un dépôt unique de 2 000 dollars pour un logement social, ce prix est trop élevé pour la plupart des habitant-e-s des bidonvilles. En travaillant comme conducteurs de rickshaw, ramasseuses de déchets ou journaliers sur les chantiers, ils gagnent au maximum 5 dollars par jour. Une expulsion de chez eux signifierait donc l'abandon de leur quartier, la perte de leur réseau social et, en plus, de longs trajets pour aller travailler. Avec le soutien de la coordinatrice en chef Hafidz Wardah de l'organisation non gouvernementale « Urban Poor Consortium » (UPC), les habitant-e-s du bidonville s'organisent et luttent pour un logement à un prix abordable. Dans la perspective de la prochaine élection du président indonésien, ils établissent une liste de 5 requêtes concernant le travail, le logement et l'éducation pour tous, une assurance de maladie sociale et la reconnaissance formelle de l'économie informelle. L'objectif est celui-ci : le candidat qui souscrit à leurs requêtes peut compter sur le soutien d'un million et demi de voix. Avec Oma Dela, une habitante du kampung veuve et pauvre devenue militante, ils vont de porte en porte et récoltent des signatures. Dans un premier temps, aucun des candidats ne veut signer les requêtes du « contrat politique ». Mais trois ans plus tard, Joko Widodo signe et est élu gouverneur de Jakarta. En 2014, il devient président d'Indonésie.

Informations générales

L'Indonésie n'est devenue une démocratie qu'en 1998, à la fin de la dictature militaire de l'ancien général et président Suharto ; en raison de son jeune âge, elle doit encore se consolider et se développer. Depuis une modification de la Constitution de 2004, le président est élu directement par le peuple.

L'Indonésie est composée d'environ 17 500 îles. Près de 90% des 250 millions d'habitant-e-s sont de religion musulmane ; l'Indonésie est donc le pays ayant la population musulmane la plus importante au monde.

La démocratisation de l'Indonésie était considérée comme un modèle quant à la manière de concilier l'islam et la démocratie. Mais depuis un certain temps, des forces radicales gagnent elles aussi en influence dans ce pays.

Dans la capitale Jakarta, entre 60 et 80% de la population travaillent dans le secteur informel. Selon les informations de l'ONU, plus de 50% des terrains de Jakarta ne sont pas enregistrés officiellement et n'ont donc pas de propriétaires inscrits au registre foncier. Dans le cas des habitations où logent les habitant-e-s des kampung, il s'agit donc de « zones d'habitation informelles ». Cette situation les rend de fait sans droits et vulnérables face aux expulsions.

Les kampungs se caractérisent en outre par une surcharge générale et une surpopulation : il n'y a pas assez de terrains à un prix abordable, pas de système de transport suffisamment développé mais des déficits importants en matière d'infrastructure (par ex. au niveau de l'hygiène ainsi que de l'approvisionnement en eau et en électricité). Selon les estimations, un quart des habitants de Jakarta vivraient dans des kampungs. Mais la densification croissante au centre de la ville fait du sol un bien coûteux et le déplacement de la population des kampungs progresse. Selon ONU-Habitat, 1,5 millions de personnes seraient menacées d'expulsion dans un proche avenir.

Liens

Baromètre de la démocratie de Freedom House concernant l'Indonésie, en anglais :

<https://freedomhouse.org/country/indonesia>

Données/infographies de la Banque mondiale concernant l'Indonésie :

<https://donnees.banquemondiale.org/pays/indonesie>

Informations concernant l'Objectifs de développement durable / ODD 11 « Villes et communautés durables » :

www.eda.admin.ch/agenda2030/fr/home/agenda-2030/die-17-ziele-fuer-eine-nachhaltige-entwicklung/ziel-11-staedte-und-siedlungen-inklusive-sicher.html

Rapport du rapporteur spécial de l'ONU sur le droit au logement concernant la situation en Indonésie (2013), en anglais :

www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session25/Documents/A-HRC-25-54-Add1_en.doc

Termes-clés

Démocratie

Démocratie signifie littéralement « le pouvoir du peuple ». Dans les démocraties de masse modernes, le peuple ne peut exercer son « pouvoir » que de manière indirecte, en le confiant à des représentant-e-s. Comme ces représentant-e-s du peuple élus forment généralement un Parlement, on appelle ce système démocratie représentative ou parlementaire. La plupart des démocraties modernes sont des démocraties de type représentatif qui comportent des éléments de démocratie directe au niveau national et/ou communal. Le peuple est appelé à décider aussi bien sur des personnes que sur des objets (plébiscites). Une forme mixte de ce type se nomme démocratie plébiscitaire. L'importance donnée aux éléments de démocratie représentative et de démocratie directe peut varier d'un Etat à l'autre.

Participation politique

Longtemps, la notion de « participation politique » était synonyme de participation des citoyen-ne-s aux processus politiques d'expression d'une opinion et d'une décision sous forme d'élections, de votations et de l'adhésion à un parti politique (l'accent était donc mis sur les formes de participation institutionnalisées). Aujourd'hui, il s'agit en revanche de mettre en lumière l'étendue et la diversité des formes de participation politique possibles, accessibles par exemple aux jeunes et/ou aux étrangers/étrangères (personnes n'ayant parfois pas de droit de vote ou d'élection).

Empowerment (acquérir les capacités / acquérir le pouvoir)

L'empowerment est défini comme un processus d'apprentissage fondé sur les ressources individuelles qui offre à des personnes et à des groupes défavorisés de nouveaux espaces de réalisation, d'action et de décision pour sortir de leur absence de pouvoir et d'influence et renforcer leurs capacités d'autodétermination et d'organisation de leur vie.

Les ONG peuvent accompagner et encourager ce processus par le fait qu'elles se font les avocates des intérêts des populations défavorisées et se mobilisent pour la création de conditions cadre appropriées.

Rights-based Approach (approche fondée sur les droits humains)

L'approche fondée sur les droits humains considère que les personnes pauvres sont détentrices de droits humains approuvés au niveau international. Les besoins (de base) comme la nourriture, le logement, l'éducation/la formation, la santé, etc. sont considérés comme des domaines relevant des droits humains. Si ces besoins ne sont pas satisfaits,

les droits des personnes concernées ne sont pas appliqués. Un développement durable ne signifie pas seulement qu'il faut répondre aux besoins fondamentaux mais s'employer à questionner, mettre au jour et éliminer la pauvreté et l'injustice (par exemple les violations des droits humains) et à favoriser la participation aux décisions politiques. L'approche du développement fondée sur les droits humains a pour but de donner aux gens les moyens de connaître leurs droits et de les revendiquer.

Extrait du film qui illustre l'approche fondée sur les droits humains : séquence 52.45-53.40, env. 1 minute. Oma Dela explique pourquoi elle s'engage politiquement en tant qu'habitante de bidonville.

ONG (organisations non gouvernementales)

Les organisations non gouvernementales sont des associations de la société civile qui ont pour mission la défense des intérêts. Ce sont le plus souvent des organisations qui se mobilisent pour défendre l'environnement ou les groupes défavorisés de la société.

Droit au logement / à un niveau de vie suffisant

Au niveau international :

La Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 définit comme suit, à l'article 25, le « droit à un niveau de vie suffisant » : « Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires (...). »

Dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ratifié en 1992 et en 2006 par l'Indonésie, il est stipulé à l'art.11, al. 1 : « Les Etats parties au présent pacte reconnaissent le droit de toute personne à un niveau de vie suffisant pour elle-même et sa famille, y compris une nourriture, un habillement et un logement suffisants, ainsi qu'à une amélioration constante de ses conditions d'existence. (...) »

Au niveau national (Suisse)

Dans la Constitution fédérale de la Suisse, on trouve la formulation suivante à l'article 41, dans le chapitre consacré aux buts sociaux : « La Confédération et les cantons s'engagent, en complément de la responsabilité individuelle et de l'initiative privée, à ce que : (...) toute personne en quête d'un logement puisse trouver, pour elle-même et sa famille, un logement approprié à des conditions supportables ; (...) Aucun droit subjectif à des prestations de l'Etat ne peut être déduit directement des buts sociaux. »

Développement durable

Dans le rapport Brundtland de l'ONU (1987), la notion de développement durable est définie comme suit : « Il doit répondre aux besoins de la génération actuelle sans compromettre les possibilités des générations futures de satisfaire leurs propres besoins. »

Extrait du film qui illustre cette définition : séquence 1.07.53-1.10.07, env. 3 minutes. Oma Dela déclare, avec ses propres mots, qu'elle souhaite se mobiliser pour que ses petits-enfants aient un jour une vie meilleure qu'elle.

Agenda 2030

Tous les Etats du monde ont adopté en automne 2015 l'agenda 2030 qui se compose de dix-sept « objectifs de développement durable ». Ces derniers incluent en particulier la promesse d'éliminer la pauvreté d'ici à 2030 et de mettre en place un développement durable (du point de vue écologique, social et économique).

Objectif de développement durable (ODD) 11

L'objectif de développement durable ODD (Sustainable Development Goal, SDG) 11 est formulé comme suit : « Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables ».

Précisément, l'objectif partiel 11.1 demande : « D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à un logement, à des services de base adéquats et sûrs, à un coût abordable, et assainir les quartiers de taudis ».

Kampung

Le terme « kampung » signifie en fait « village » mais il est devenu synonyme de zone d'habitation informelle à Jakarta, la mégapole indonésienne, et aux alentours. Comme les habitant-e-s pauvres vivent déjà depuis des décennies au kampung, ils font valoir le droit coutumier mais ne détiennent aucun droit de propriété étayé par un document légal, concernant le terrain où ils habitent. Cette situation les rend vulnérables, malgré le droit au logement. Dans le cas de projets de constructions modernes de grande ampleur, ils sont menacés d'expulsion. Souvent, ces expulsions sont effectuées illégalement par des milices urbaines (pas par la police), sans que des solutions individuelles de logement aient été décidées au préalable avec les habitant-e-s et, le cas échéant, que des réparations matérielles aient été négociées.

Gentrification

Le terme « gentrification » désigne le développement d'une ville où les vieux quartiers offrant des logements à bas prix sont rénovés, de manière à en accroître la valeur et l'attractivité. Ce processus a souvent un effet d'éviction : les anciens habitant-e-s n'ont pas les moyens de payer les logements et sont supplantés par une nouvelle catégorie d'habitant-e-s ayant davantage de moyens (par ex. quartier des Pâquis à Genève).

Economie informelle

Entre 60 et 80% de la population de Jakarta travaillent dans l'économie informelle : ils exercent des activités économiques qui ne figurent nulle part dans une statistique officielle (« économie parallèle »). Ces personnes échappent aux impôts mais aussi à la protection de l'Etat sous forme d'assurances sociales telles qu'assurance retraite, maladie, chômage et accident. Une grande partie de la population active dans le secteur informel appartient à la couche sociale inférieure. Des revenus peu sûrs et bas ainsi que la non appartenance à des systèmes d'assurances sociales aggravent encore leur situation déjà précaire du point de vue socio-économique.

Joko Widodo

Joko Widodo est un politicien indonésien. Le 20.9.2012, il a été élu gouverneur de la ville de Jakarta. Dans le film, on le voit durant sa campagne électorale. Au moment de son élection, Joko Widodo était très apprécié de la population pauvre, car il allait voir les kampungs, portait des vêtements simples, parlait avec la population des bidonvilles directement de leurs problèmes et de leurs requêtes et promettait de faire de son mieux pour améliorer leur niveau de vie.

Article publié sur le site d'RFI avant l'élection de Joko Widodo : www.rfi.fr/asie-pacifique/20140708-joko-widodo-jokowi-jakarta-indonesie-presidentielle-pdi-p-solo-megawati-suka
Depuis le 14.3.2014, Joko Widodo n'est plus le gouverneur de Jakarta, mais le président de l'Indonésie élu démocratiquement.

Séquences du film

Les séquences ci-dessous sont à visionner en priorité pour pouvoir réaliser les suggestions d'activités proposées :

Séquence 14.56-18.10, env. 5 minutes

Rencontre mensuelle du réseau de différents habitant-e-s du kampung à la centrale de l'organisation non gouvernementale UPC. C'est à ce moment-là que les deux protagonistes du film, Oma Dela et Wardah Hafidz, se présentent. Avec l'aide de la représentante de l'ONG, Wardah Hafidz, les habitant-e-s du bidonville énumèrent les problèmes auxquels le nouveau président à élire devrait s'attaquer et s'entraînent à formuler des revendications politiques.

Séquence 42.30-49.30, env. 7 minutes

Wardah Hafidz et les habitant-e-s du kampung sont entendus par une commission des représentants du peuple et expriment leurs requêtes à l'endroit de l'Etat.

Séquence 54.41- 56:31, env. 2 minutes

Wardah Hafidz met au point avec les habitant-e-s du bidonville une stratégie pour convaincre des millions de personnes vivant dans les kampungs de Jakarta de soutenir les cinq revendications politiques. Le candidat à la présidence qui souscrit aux revendications dans le sens d'un « contrat politique » avec le peuple devrait obtenir les voix de tous les habitant-e-s des bidonvilles.

Séquence 1.04.43-1.14.02, env. 10 minutes

Oma Dela motive d'autres habitant-e-s des bidonvilles à écarter les politicien-ne-s corrompus et affirme, avec ses mots, qu'elle ne défend pas les intérêts d'un parti politique mais ceux de la population pauvre. Elle explique qu'étant elle-même une habitante du kampung, elle est menacée d'expulsion et souhaite s'investir activement pour que ses petits-enfants aient un jour une vie meilleure qu'elle.

La déclaration de Wardah Hafidz (Séquence 1.10.07-1.10.40): « *Mais moi, je veux que cela devienne possible. Je veux qu'il soit possible que le peuple s'organise et que la démocratie soit vécue au quotidien, et que le pouvoir de décision soit entre les mains du peuple. Cela arrive quand le peuple s'organise et est bien informé et en bonne santé économique. Lorsqu'il peut participer au quotidien politique de la ville, du pays, et du voisinage.* »

On voit ensuite des épisodes de la récolte de signatures qui a permis à UPC de recueillir 1.5 millions de voix. Même si le « contrat politique » (composé de cinq revendications à l'endroit des candidats à la présidence) n'est pas contraignant du point de vue juridique, il peut constituer un moyen de pression efficace.

SUGGESTIONS DIDACTIQUES

Public visé

Degré secondaire II, école professionnelle, formation des adultes

Objectifs

Les élèves

- connaissent différentes formes de participation politique et sont conscients de leurs propres possibilités d'action pour influencer les processus visant à se forger une opinion et à prendre des décisions;
- réfléchissent à la responsabilité que porte l'Etat face aux populations défavorisées afin de garantir leurs droits humains fondamentaux (en particulier: le droit au logement);
- analysent le rôle joué par les organisations non gouvernementales (ONG) de la société civile dans la structuration et la formulation des intérêts des groupes défavorisés;
- réfléchissent à la signification du droit humain à un niveau de vie suffisant, en particulier au droit au logement;
- étudient différentes conceptions d'un « développement urbain durable ».

Références à l'EDD

Dimensions	Compétences*	Principes*
- Société (individu et collectivités) - économie (processus soutenable) - espace (local et global) - temps (hier, aujourd'hui, demain)	- contribuer à des processus collectifs - assumer ses responsabilités et utiliser ses marges de manoeuvre - changer de perspective	- réflexion sur les valeurs et orientation vers l'action - participation et empowerment

*se réfère au schéma des compétences et des principes d'éducation²¹

Documents à photocopier (cf p. 13 ss)

Document à photocopier 1 (1 page)	Formes de participation politique
Document à photocopier 2 (4 pages)	Descriptions des rôles

Remarque: les suggestions suivantes décrivent différentes méthodes et proposent plusieurs axes thématiques pour étudier ce film. Chaque suggestion forme un tout et peut être utilisée indépendamment des autres. Il convient de les adapter en fonction du niveau des apprenants et du temps à disposition.

Pour commencer

Il ne sera probablement pas possible de voir le film en entier durant l'enseignement. Les enseignant-e-s peuvent donc demander aux élèves de le visionner dans le cadre des devoirs à domicile, en choisissant l'option Video on Demand « partager avec la classe » (www.filmeeweltvod.ch/education21-video-on-demand&lang=fr). Pour travailler de manière plus approfondie sur le film, nous recommandons de revoir en classe certains extraits (idéalement, des séquences de 20 minutes).

L'enseignant-e montre une ou plusieurs séquences du documentaire « Jakarta Disorder ». Question : pourquoi ce film a-t-il pour titre « Jakarta Disorder » ? (« disorder » signifie en anglais : chaos, désordre, trouble, confusion, agitation, tumulte). Quels sont les principaux problèmes concernant l'application du « droit au logement » ?

SUGGESTION 1 : LA PARTICIPATION ET LES POSSIBILITÉS D'ACTION DANS LA DÉMOCRATIE

Objectif : les élèves connaissent une palette de formes de participation politique qui leur sont accessibles indépendamment de leur âge et de leur nationalité. Ils réfléchissent à leurs possibilités d'action et discutent ensemble de leurs motivations, de leurs expériences et d'exemples concrets.

Durée : 1 leçon + film

Matériel : document à photocopier 1 « Formes de participation politique » imprimé pour chaque élève

L'enseignant-e introduit le sujet de la participation politique envisagée comme intervention active dans le processus de construction de l'opinion et de prise de décision. Il relève qu'il existe un grand nombre de formes de participation politique (pas seulement les élections et les votations). En sciences politiques, on fait la distinction entre les formes institutionnelles et non institutionnelles de la participation politique. Les formes de participation institutionnelles sont des activités politiques nécessaires au maintien de la démocratie directe et à l'existence des partis. On entend par là en premier lieu la participation aux votations et aux élections ainsi que les activités dans le cadre d'un parti politique (par ex., s'engager dans une campagne ou diffuser des informations ou des recommandations de vote). Parfois aussi, on fait la distinction entre des formes de participation politique conventionnelles et non conventionnelles. Cette vision des choses est toutefois étroitement liée au contexte social et peut changer au cours du temps. La Commission fédérale des migrations fait la distinction entre participation politique au sens étroit et au sens large : www.ekm.admin.ch/ekm/fr/home/buergerrecht---citoyennete/Citoy/pol-part.html

Il s'agit surtout de montrer aux jeunes, qu'ils aient ou non la nationalité suisse, la diversité des formes de participation non institutionnelles, afin qu'ils réalisent – bien qu'ils n'aient pas (encore) le droit de vote – qu'ils ont de nombreuses possibilités d'influencer activement la politique. Il s'agit de les amener à prendre conscience de leur marge de manœuvre et de « leur pouvoir ».

Déroulement

- Les élèves remplissent le document à photocopier « Formes de participation politique ». Attention à leur laisser suffisamment de temps.
- Ils discutent ensuite par groupes de deux des raisons qui les ont poussés à utiliser l'une des formes de participation citées et illustrent leurs propos par un exemple précis.
- Les élèves partagent leurs exemples en plénum et énumèrent les facteurs qui les motivent à participer à ces processus de construction de l'opinion et de prise de décision :
 - o Que faut-il pour que je me sente personnellement motivé-e à participer au niveau politique ?
 - o Quelle contribution pouvons-nous apporter à une culture qui favorise la démocratie ?
 - o Où voyons-nous nos possibilités d'action personnelles et collectives ?
 - o Avantages et inconvénients des différentes formes de participation
- Pour conclure, l'enseignant-e résume la discussion.

SUGGESTION 2 : QUELLE EST MA POSITION CONCERNANT LE PROBLÈME MONDIAL DE LA PAUVRETÉ ? QUE SIGNIFIE « UN NIVEAU DE VIE SUFFISANT » ?

Objectif : les élèves prennent position personnellement sur des affirmations à caractère provocateur en rapport avec différents objectifs de développement durable (ODD) de l'agenda 2030. Ils sont capables de justifier chacune de leurs positions.

Durée : 1 leçon + film

Matériel : papier et marqueurs pour les deux affiches « d'accord » et « pas d'accord », ruban adhésif, grande affiche et crayons pour la discussion muette

Jeu des positions :

Dans la salle, on place sur deux parois opposées deux affiches portant les inscriptions « oui / je suis d'accord » et « non / je ne suis pas d'accord ». Il en résulte d'un bout à l'autre de la salle une ligne allant de oui à non où les élèves peuvent prendre position au cours de l'exercice suivant. Les élèves sont debout dans la salle et sont invités à prendre position sur la ligne à chacune des affirmations (à caractère provocateur) ci-dessous. S'ils sont d'accord avec l'affirmation, ils se placent près du « oui », s'ils ne sont pas d'accord, près du « non ». Selon le degré d'accord/de désaccord, ils peuvent aussi se placer ailleurs sur la ligne. Quand tous les élèves ont pris position, l'enseignant-e demande à l'un ou l'autre de justifier sa position. Il convient de veiller à ce que chacun-e prenne au moins une fois la parole au cours de l'exercice.

Affirmations (fondées sur les Objectifs de développement durable, ODD) :

- Les principaux responsables de la pauvreté dans le monde sont les gouvernements des différents pays qui ne pensent qu'à leurs intérêts et ne se soucient pas des pauvres. (ODD 1)
- La Suisse devrait fournir une aide au développement plus importante aux Etats des pays les plus pauvres. (ODD 10)
- L'Etat est responsable de mettre à disposition suffisamment de logements à un prix abordable. (ODD 11)

Il est important de préciser qu'il n'y a pas de bonne ni de mauvaise réponse mais que l'intérêt de l'exercice est de discuter et de pouvoir justifier ses positions. Dans la mesure du possible, les différents points de vue doivent être illustrés par des exemples concrets, de manière à stimuler le changement de perspective.

Source d'inspiration: jeu de cartes «Wohin soll die Weltentwicklung gehen?» publié par Welthaus Bielefeld e.V.

Discussion muette

Après avoir été lancée par les différentes affirmations, la discussion peut se poursuivre selon la méthode de la « discussion muette ». L'enseignant-e place à cet effet sur le sol une grande affiche où figure la phrase suivante: « Un niveau de vie suffisant signifie pour moi... ». Des crayons sont mis à disposition. Les élèves peuvent compléter la phrase l'un après l'autre ou en même temps, comme pour une mind map (carte heuristique), en ajoutant des termes et des phrases complètes. Ils peuvent aussi ajouter des commentaires en accord ou en désaccord avec les déclarations de leurs camarades. Une « discussion muette » s'engage ainsi par le biais de ce travail collectif silencieux et il en résulte une « image » de ce qu'entend la classe par le « droit à un niveau de vie suffisant ».

A la fin, l'affiche est examinée en plénum et la discussion se poursuit alors à voix haute :

- Quelles sont les annotations qui ont suscité le plus de réactions / qui ont le plus surpris ?
- Quels sont les éléments vraiment indispensables pour vivre ?
- Que signifie « suffisant » pour nous en Suisse et pour les habitants d'un kampung à Jakarta ? Y a-t-il des éléments qui ont une valeur absolue et d'autres qui semblent adaptés pour la Suisse mais pas pour l'Indonésie ?

L'enseignant-e lit ensuite avec les élèves les différents documents concernant les droits / les définitions (voir les notions clés « droit au logement / niveau de vie suffisant »).

SUGGESTION 3 : PLAN D'ACTION POUR UN DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE (JEU DE RÔLE)

Objectif: les élèves abordent différentes conceptions d'un développement urbain durable. Ils identifient les divergences d'intérêts de l'Etat et de la population (pauvre) et comprennent le rôle de médiation des organisations non gouvernementales de la société civile.

Durée: 2 leçons + film

Matériel: document à photocopier « Descriptions des rôles » imprimé ; remettre une description de rôle à chaque élève

Conseils pratiques

L'enseignant-e doit s'assurer que les élèves connaissent la situation de départ: la rencontre entre des représentant-e-s des autorités de l'Etat et des militant-e-s de l'organisation non gouvernementale UPC, des habitant-e-s du kampung et des représentant-e-s de l'industrie du bâtiment. Le but est de concevoir un plan d'action commun pour un développement urbain durable.

Chaque élève reçoit une copie de la description de son rôle (il existe au total quatre rôles / groupes différents). Le but du jeu de rôle est de mieux comprendre les différents acteurs, leurs intérêts et les motifs de leur action.

Déroulement

- Les groupes ont au moins 15 minutes à disposition pour étudier la description de leurs rôles respectifs, en discuter et se préparer à leur « personnage ».
- Pour la rencontre, tous les participants à la discussion s'asseyent en cercle. Les membres d'un même groupe se placent à proximité les uns des autres.
- L'enseignant-e annonce le début du jeu de rôle (il est souhaitable qu'il/elle intervienne aussi peu que possible). Au bout de 30 minutes, l'enseignant-e clôt la rencontre, même si les groupes n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur un développement urbain durable.
- A l'issue du jeu de rôle, l'enseignant-e lance la discussion. Les questions suivantes peuvent servir de fil conducteur:
 - o Comment t'es-tu senti-e dans ton rôle ?
 - o Faisant partie des habitant-e-s du kampung, avais-tu le sentiment d'être écouté-e par les autorités de l'Etat ? Si non, pourquoi ?
 - o Que pourraient faire les autorités de l'Etat pour améliorer les conditions de vie des habitant-e-s du kampung ?
 - o Quel est le rôle que peuvent jouer les organisations non gouvernementales (ONG) en cas de risque d'expulsion ?
 - o Que faudrait-il à ton avis pour que le dialogue entre les différents groupes d'intérêts s'améliore ?
- A la fin, l'enseignant-e résume les grandes lignes de la discussion.

Source d'inspiration : dossier pédagogique «Recht auf Wohnen» d'Amnesty International Autriche.

Quelques idées pour approfondir le sujet

Formuler des revendications politiques

Par groupes, les élèves recueillent des requêtes et les formulent sous forme de revendication politique à l'adresse du/de la président-e de la commune où ils habitent ou à l'attention de la direction de leur école (« Nous demandons à xy de ... »). Ils veillent à une formulation précise et concise tout en rédigeant des phrases complètes. Les élèves formulent en tout cinq requêtes par écrit et préparent à cet effet une solide argumentation (« nous demandons que..., parce que... ») qu'ils présentent oralement en plénum. Ils réfléchissent ensuite à qui ils peuvent adresser leurs revendications et sous quelle forme.

Pénurie de logements et cas extrêmes en Suisse ?

En Suisse aussi, il peut y avoir des résiliations en masse d'appartements loués et, dans les cas extrêmes, des évacuations forcées.

Cadre de la recherche confiée aux élèves :

Quelles sont les raisons possibles pour que, chez nous, des gens doivent quitter leur logement ou leur maison contre leur volonté ?

Réponses possibles : projets de construction de grande envergure (par ex. des routes), besoins personnels du propriétaire/agence immobilière, rénovation de bâtiments, hausse

du taux d'intérêt, dettes du locataire / retards dans le paiement du loyer, comportement délinquant et/ou perturbateur (par ex. syndrome de Diogène), démolition quand la structure du bâtiment est en piteux état ou que la construction est illégale (par ex. occupation de bâtiments), gentrification.

Quelle est la protection juridique sur laquelle peut s'appuyer un-e locataire ou un-e propriétaire ?

Voir les conseils de l'Association romande des locataires (ASLOCA):

www.asloca.ch/faq/#toggle-id-14

Y a-t-il des tendances de gentrification dans certains quartiers des villes suisses (Exemple: quartier des Pâquis à Genève). Y a-t-il des rapports / des projets / des motions politiques à ce sujet ?

Exemple: initiative populaire en Suisse « Davantage de logements abordables » :

www.loyersabordables.ch / www.admin.ch/ch/f/pore/vi/vis463.html

Actualité: quelle est la situation aujourd'hui à Jakarta ?

Après l'élection de Joko Widodo à la fonction de président, l'un de ses compagnons de route, Basuki Tjahaja Purnama (appelé aussi « Ahok »), a été élu comme nouveau gouverneur de Jakarta. C'est un chrétien aux racines chinoises dans un pays dont la population est en grande majorité – près de 90% – musulmane. En 2017, il se présente pour un deuxième mandat de gouverneur mais n'est pas réélu. Accusé de blasphème contre l'islam, il est condamné en mai 2017 à deux ans de prison ferme. Voici un article sur la question (Le Temps, 10.05.2017): www.letemps.ch/monde/2017/05/10/condamnation-gouverneur-djakarta-blaspheme-souleve-un-tolle

Cet exemple pourrait servir à développer le sujet « la religion dans la démocratie face à la sécularisation » et à lancer la discussion sur le rapport entre les deux droits humains: liberté de religion et liberté d'opinion. Dans le Code pénal suisse, par exemple, il y a un article intitulé « Atteinte à la liberté de croyance et des cultes » (Art. 261 CP).

Consigne

Voici une liste non exhaustive de 21 activités politiques différentes :

- Marque d'une croix les formes de participation politique que tu as déjà utilisées et explique, le cas échéant, pourquoi (avec quelle motivation / pour quelles raisons) tu l'as fait.
- Pour chaque croix, ajoute si possible un exemple concret (en quelques mots).
- Qu'est-ce que tu ne ferais jamais ? Pour quelles raisons ?

1.	Sensibiliser ses ami-e-s et ses proches à un objet politique (par ex. avant des votations)
2.	Participer activement à un conseil de classe ou un parlement d'élèves
3.	Diffuser des recommandations en vue de votations ou d'élections (par ex. distribuer des flyers, partager/ envoyer des liens)
4.	Participer à des élections et à des votations
5.	Remettre une pétition à la chancellerie fédérale Info : www.bk.admin.ch/themen/pore/pet/index.html?lang=fr
6.	Ne pas acheter / «boycotter» pour des raisons politiques des produits de certaines entreprises /de certains pays/ contenant certaines substances
7.	Participer à une manifestation, à une marche de protestation, à une grève, à une occupation ou à une flashmob politique / un sit-in
8.	Organiser soi-même une manifestation, une marche de protestation, une grève, une occupation ou une flashmob politique / un sit-in
9.	Ecrire une lettre de lecteur (à un journal) ou commenter en ligne un article politique
10.	Adhérer à un parti politique (à un parti jeunesse) et participer à ses activités
11.	Adhérer à un syndicat (à la section jeunesse) et participer à ses activités
12.	Adhérer à une ONG ou à son groupe jeunesse et participer à ses activités (par ex. Amnesty International, WWF, Public Eye, Greenpeace et autres, mais aussi des petites initiatives locales poursuivant des buts politiques)
13.	Se porter candidat pour faire partie de la commission de jeunesse ou du parlement des jeunes et s'impliquer politiquement à ce niveau
14.	Prendre part à la session fédérale des jeunes (www.jugendsession.ch/fr)
15.	Prendre part à un projet de participation politique, par ex. à une journée consacrée à la participation des jeunes
16.	Rédiger soi-même et organiser une pétition en ligne (par ex. sur la plate-forme de la campagne www.change.org)
17.	Signer une pétition en ligne et/ou voter dans le cadre d'une votation / d'un sondage en ligne
18.	Adhérer à un ou plusieurs groupes politiques sur les réseaux sociaux (par ex. à un groupe Facebook d'orientation politique) et/ou inviter des amis à des manifestations à caractère politique (par ex. via Facebook Events)
19.	Rédiger des articles et des commentaires à contenu politique sur des forums Internet ou des blogs
20.	Prendre contact avec une politicienne ou un politicien par le biais d'Internet (par ex. en utilisant le formulaire de contact ou l'adresse e-mail qui figure sur son site web personnel)
21.	Participer à une discussion politique sur Twitter via Hashtag (par ex. dans le cadre de l'émission Infrarouge de la RTS)

Groupe 1 : Habitant-e-s du kampung

Ton groupe représente les habitant-e-s des bidonvilles (kampung) des districts de Jakarta menacés par des expulsions. Vos habitations risquent d'être démolies.

On vous offre la possibilité d'être relogés dans des appartements sociaux mais pour en obtenir un, vous devriez effectuer un dépôt unique de 2'000 dollars puis payer ensuite chaque mois 300 dollars de loyer. Comme vous gagnez au maximum 5 dollars par jour comme conducteurs de rickshaw, ramasseuses de déchets ou journaliers dans la construction, il est tout à fait irréaliste pour vous de pouvoir payer un tel loyer. C'est l'une des raisons pour lesquelles vous tenez beaucoup aux logements dans lesquelles vous vivez, parfois, depuis plusieurs dizaines d'années. En plus, la cohésion sociale est très forte au kampung: vous vous connaissez entre voisins et vous vousentraidez avec le peu que vous avez.

Ton groupe devrait représenter la diversité des habitant-e-s du kampung. C'est-à-dire que chaque membre de ton groupe peut être un « personnage » différent: par exemple une gardienne de chèvres, un journalier sur un chantier, un vendeur d'eau, un conducteur de rickshaw, une mère qui élève seule ses enfants, etc. Le rôle d'Oma Dela est un peu particulier, car Oma Dela a un double rôle: c'est une habitante pauvre du kampung mais c'est aussi une militante de l'ONG UPC.

Vous avez reçu de l'Etat des « lettres de garantie » affirmant qu'un kampung ne peut être évacué qu'avec l'accord des habitant-e-s. En fait, vos papiers s'avèrent être uniquement des recommandations n'ayant aucun caractère obligatoire. Ils ne vous offrent aucune protection contre les expulsions. La situation semble sans issue et dans votre désarroi, vous vous tournez vers UPC.

A l'occasion de l'audition devant la commission des représentants du peuple (le parlement), vous décrivez votre situation et vos conditions de vie. Il est crucial que les représentant-e-s de l'Etat comprennent les épreuves que vous avez traversées en tant que population des bidonvilles, les événements négatifs que vous avez vécus et la nature de vos besoins.

Réfléchissez bien à ce que vous souhaitez absolument amener dans la discussion. Quels sont les arguments que vous développerez? Vous pouvez par exemple évoquer le déroulement d'expulsions déjà vécues, expliquer votre situation actuelle (vie et logement), formuler vos requêtes et rapporter la manière de faire des autorités.

Groupe 2: Militant-e-s de l'organisation non gouvernementale UPC

En tant que représentant-e-s de l'organisation indonésienne non gouvernementale à but non lucratif «Urban Poor Consortium» (UPC), vous défendez entre autres les droits des groupes défavorisés sur le plan social et économique comme par ex. ceux des habitant-e-s des bidonvilles. Vous luttez pour que leurs droits soient respectés – par ex. le droit au logement – et vous vous opposez activement aux évacuations forcées. Vous aidez aussi les personnes dont la maison a été démolie lors des travaux de reconstruction. Dans votre rôle de militant-e-s d'une organisation non gouvernementale, vous aidez les habitant-e-s d'un kampung de Jakarta menacés d'expulsion à faire valoir leurs droits. A cet effet, vous rencontrez régulièrement les habitant-e-s du kampung; vous recueillez, rassemblez et formulez leurs requêtes sous la forme de revendications politiques et essayez d'amener le plus grand nombre possible d'habitant-e-s du kampung à soutenir ce catalogue de revendications. Vous espérez que l'Etat prendra au sérieux les requêtes des habitants-e-s du kampung et qu'il appliquera des mesures pour améliorer leurs conditions de vie (en garantissant par exemple les droits suivants: accès à l'eau potable, accès à une instruction primaire gratuite, conditions de travail sûres, non néfastes à la santé, salaires de subsistance, etc.).

Votre tâche consiste à lancer le dialogue entre les habitant-e-s du kampung et les représentant-e-s de l'autorité de l'Etat et à le diriger. A cet effet, vous amenez dans la discussion des informations et des propositions qui aident les habitant-e-s du kampung à faire usage de leurs droits.

Ton groupe devrait refléter la diversité des militant-e-s d'UPC. C'est-à-dire que chaque membre de ton groupe peut jouer un «personnage» différent. (Remarque: le rôle d'Oma Dela ne doit pas être distribué. Bien qu'elle soit aussi engagée dans l'ONG UPC, elle est avant tout une habitante du kampung). Le rôle le plus connu dans ton groupe est certainement la coordinatrice en chef d'UPC, Wardah Hafidz. D'autres rôles possibles sont d'autres militant-e-s d'UPC: par ex. quelqu'un qui récolte des signatures dans les districts du kampung pour soutenir le catalogue de revendications, quelqu'un qui essaie de mobiliser les habitant-e-s du kampung pour des manifestations, quelqu'un qui effectue le travail d'information pour les médias, qui réalise des interviews et photos auprès des habitant-e-s du kampung concernés, quelqu'un qui dirige les projets de reconstruction des maisons d'UPC, quelqu'un qui s'occupe de remettre l'aide matérielle aux habitant-e-s du kampung (produits d'hygiène ou médicaments), quelqu'un qui enseigne bénévolement à lire et à écrire à des enfants qui ne peuvent pas aller à l'école, etc.

En vue de l'audition devant une commission de l'assemblée du peuple, vous préparez des questions à l'attention des autorités de l'Etat, par exemple sur ce que font actuellement le parlement et le gouvernement pour aider les intéressés. Réfléchissez et discutez en groupe à propos des besoins et des requêtes des habitant-e-s du kampung et demandez-vous s'ils ont des propositions de solutions. Vous pouvez aussi préparer vous-mêmes des revendications. Les revendications devraient englober des mesures nécessaires à court et à long terme et inclure des aspects écologiques, sociaux et économiques.

Il est important aussi que vous expliquiez brièvement quelles activités vous pouvez entreprendre, du côté d'UPC, pour aider les habitant-e-s du kampung à parvenir à des solutions appropriées.

Groupe 3: Représentant-e-s des autorités de l'Etat

Le gouverneur de Jakarta a ordonné l'expulsion du kampung. Certains districts ont déjà été évacués pour laisser la place à de vastes projets de constructions modernes, comme des grands complexes immobiliers. Ces complexes devraient servir de logements et de lieux de travail. L'Etat espère des recettes sous forme de redevances (TVA pour les biens consommés et produits, impôts sur le revenu et la fortune) ainsi que des taxes pour l'eau, l'électricité, l'évacuation des ordures, etc. S'il est possible d'attirer, grâce à de beaux appartements, des locataires aisés, cela remplit les caisses de l'Etat. Les entreprises qui occuperont les locaux commerciaux devraient générer des recettes pour l'Etat. Si l'Etat se porte bien du point de vue financier, il peut mieux soutenir les couches les plus pauvres de la population.

Ton groupe devrait représenter la diversité des autorités de l'Etat. Autrement dit, chaque membre de ton groupe peut jouer un « personnage » différent, par exemple le gouverneur de Jakarta, une parlementaire et un parlementaire du parlement de la ville. Dans le gouvernement de la ville de Jakarta, il y a en outre différents postes de ministres à répartir: le/la ministre de la ville pour l'économie, le/la ministre des finances, le/la ministre du travail, le/la ministre des affaires sociales, le/la ministre de la santé, le/la ministre de la police, le/la ministre de l'environnement, le/la ministre de l'éducation, le/la ministre de la justice, le/la ministre des transports, etc.

Comme la corruption est un problème important dans le pays, quelques politicien-ne-s profitent de revenus non officiels et personnels. Ils/elles sont content-e-s de vivre dans de beaux districts très sûrs (clôturés) de Jakarta et de pouvoir envoyer leurs enfants dans des écoles privées de haut standing. Ils/elles veulent s'exposer le moins possible afin de ne pas perdre leurs privilèges. D'autres politicien-ne-s sont honnêtes et essaient de se tenir à l'écart de la corruption. La justice et la paix sociale sont pour eux des thèmes essentiels. Vous voulez tous faire bonne impression face aux représentant-e-s d'UPC et vous assurez aux habitant-e-s du kampung que la modernisation sera aussi à leur avantage. Vous ne souhaitez en aucun cas faire mauvaise figure en public ou lire des gros titres négatifs à votre sujet dans les médias. Le gouverneur en particulier aimerait être réélu lors des prochaines élections. Durant la campagne électorale, il distribue des t-shirts et des aumônes pour récolter des points auprès de la population pauvre.

Lors de la rencontre avec UPC et les habitant-e-s du kampung, vous devez préparer une déclaration concernant les autres expulsions prévues. Préparez-vous à défendre et à justifier ce qu'ont fait et ce que n'ont pas fait les autorités de l'Etat. Vous avancez comme arguments qu'en plus de la construction d'appartements de luxe et de centres commerciaux dans les complexes immobiliers, vous prévoyez aussi la construction de logements sociaux.

Cependant, les loyers pour la plupart des habitants du kampung sont beaucoup trop élevés. Une stratégie peut être de rester délibérément vague sur vos intentions. Si des revendications vous sont adressées par UPC et les habitant-e-s du kampung, vous alléguez toujours le manque de ressources financières et soulignez les performances grandioses du gouvernement actuel concernant la modernisation du pays. Dans vos prises de parole, vous vous adressez principalement aux représentant-e-s d'UPC et évitez de parler directement aux habitant-e-s du kampung.

Groupe 4 : Représentant-e-s de l'industrie du bâtiment

Vous avez obtenu du gouvernement de la ville plusieurs mandats lucratifs pour la construction de « complexes immobiliers ». Ces complexes sont des bâtiments de plusieurs étages composés de locaux divers : bureaux, restaurants, commerces, parkings et appartements ainsi qu'espaces extérieurs clôturés incluant des zones de verdure et des piscines. Ces complexes entraînent une énorme hausse de la valeur de districts entiers de la ville. Dans chacun de ces complexes, il y a près de 2'000 emplois ; en raison de la hausse de la qualité du logement, des membres de la couche sociale moyenne et supérieure sont attirés, ce qui offre la perspective d'avoir de bons contribuables. Finalement, c'est toute la population qui en profite. Dès la phase de construction, il est possible d'employer beaucoup de journaliers qui gagnent ainsi le revenu nécessaire à l'entretien de leur famille.

Ton groupe devrait représenter la diversité du secteur du bâtiment. Autrement dit, chaque membre de ton groupe peut jouer un « personnage » différent : quelqu'un joue l'investisseur, quelqu'un d'autre l'ingénieur en chef, quelqu'un d'autre encore l'artisan qualifié ou le journalier non qualifié.

Il est important pour vous de montrer aux autres parties que tous bénéficieront finalement de ces grands projets de construction : les pauvres parce qu'ils trouvent du travail sur les chantiers ; les riches parce qu'ils auront, quand les bâtiments seront achevés, des locaux commerciaux et des logements attractifs ; la ville parce que les districts concernés seront plus sûrs et mieux considérés, ce qui permettra d'attirer comme population résidente des gens qui ont un bon salaire et un bon pouvoir d'achat en tant que consommateurs et consommatrices. Un complexe immobilier permet de générer des recettes importantes sous forme de chiffre d'affaires, d'impôts et de taxes et redevances. Vous essayez de faire pression sur les représentant-e-s de l'Etat, surtout pour qu'ils octroient d'autres autorisations de construire profitables à la branche.

21

Impressum

Suggestions pédagogiques et documents à photocopier pour l'exploitation du film «Jakarta Disorder»

Auteur : Nicole Cornu

Traduction : Martine Besse

Concept graphique : pooldesign.ch

Layout : Isabelle Steinhäuslin

Copyright : éducation21, Berne 2017

Commande du film : VOD (location uniquement) : www.filmeeineweltvod.ch

Informations : éducation21, avenue de Cour 1, 1007 Lausanne, Tél 021 343 00 21, info_fr@education21.ch

éducation21 La fondation éducation21 coordonne et promeut l'éducation en vue d'un développement durable (EDD) en Suisse.

Elle agit en tant que centre de compétence national pour l'école obligatoire et le secondaire II sur mandat de la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique, de la Confédération et des institutions privées.

www.education21.ch | Facebook, Twitter : [education21ch](#), [#e21ch](#)

